

Comment les économistes doivent-ils intervenir dans le débat public?

Thomas Piketty

Chaire Associée PSE-École d'économie de Paris

Le succès des sites internet « World Top Incomes Database » et « Révolution fiscale », lancés récemment avec Facundo Alvaredo, Tony Atkinson, Camille Landais, Emmanuel Saez et Guillaume Saint-Jacques, montre que les chercheurs peuvent intervenir dans le débat public autrement qu'en écrivant des articles et des livres. Avec près de 400 000 visiteurs en quelques mois, ces deux sites ont permis de toucher un public beaucoup plus large que les outils traditionnels de communication.

Grâce au formidable travail de Facundo Alvaredo, la « World Top Incomes Database » permet de rendre publiques les séries internationales les plus complètes disponibles à ce jour sur l'évolution historique des inégalités. La base de données comprend actuellement 23 pays et synthétise les efforts de plusieurs dizaines de chercheurs. L'ensemble renouvelle profondément les connaissances existantes sur la dynamique des inégalités, et remet radicalement en cause l'hypothèse optimiste de Kuznets sur le lien entre développement économique et répartition des revenus. Plus de 20 nouveaux pays — notamment africains, asiatiques et sud-américains — seront prochainement ajoutés à la base, qui sera constamment mise à jour. Des outils interactifs et une interface graphique efficace permettent à chacun d'accéder aux données et aux courbes dans le format souhaité.

L'interactivité est également au centre du site « Révolution fiscale », qui doit beaucoup aux talents exceptionnels de programmeur de Guillaume Saint-Jacques. Le site permet à chacun de simuler la réforme fiscale de son choix. L'utilisateur peut notamment modifier les tranches et les taux des barèmes d'imposition. Les serveurs font alors tourner des dizaines de pages de programmes sur des bases de données contenant plus de 800 000 observations individuelles et plusieurs centaines de variables. Quelques secondes plus tard, l'internaute connaît l'impact de la réforme sur l'équilibre budgétaire, la répartition de la charge fiscale par centile de revenu, etc. Une telle prouesse technique est à notre connaissance une première mondiale, et n'aurait pas été possible sans les



énormes progrès de la puissance de calcul des serveurs intervenus ces dernières années.

Mais pas d'illusion technologique! La durée moyenne passée sur ces deux sites internet dépasse à peine 5 minutes... Les nouvelles technologies permettent de toucher un plus large public, et constituent un outil indispensable permettant d'atteindre un degré de transparence démocratique inconnu jusqu'ici. Mais l'attention accordée à un site internet sera toujours limitée et superficielle par comparaison à ce que peut apporter la lecture d'un article ou d'un livre. Pour la « Révolution fiscale », il semblerait que le succès du site n'ait pas découragé les lecteurs du petit livre d'intervention publique — tout juste 130 pages — qui allait avec (50 000 exemplaires vendus). La « World Top Income Database » s'accompagnait quant à elle de deux épais volumes de 800 pages chacun publiés par Oxford University Press, indispensables pour comprendre et interpréter les données pays par pays... mais qui ne dépasseront sans doute pas les 5 000 exemplaires habituels pour ce type de prose. Tous ces outils de communication — sites internet, petits livres de vulgarisation, articles scientifiques et livres savants — ont leur utilité sociale, leur légitimité et leur public. Les chercheurs en sciences sociales, et notamment les économistes, doivent apprendre à utiliser de façon cohérente tous les outils de communication, tout en veillant à ce que les supports les plus faciles d'accès ne chassent pas les plus exigeants. Un défi pour l'avenir! ☺

Les économistes de PSE dans la presse

De nombreux économistes de PSE-École d'économie de Paris tiennent une chronique régulière dans des journaux et magazines. Ne perdez pas le fil de l'actualité économique et sociale durant l'été ! Voici les titres et chercheurs en question :

Challenge

RSA, dettes, dépendance, fiscalité... sont quelques uns des nombreux sujets abordés dans la tribune bi-mensuelle « L'économiste de PSE ».

la Croix

Gaël Giraud.

LA TRIBUNE

La rubrique « Débats & Idées » ouvre régulièrement ses colonnes aux économistes de PSE pour parler environnement, retraites, zone euro...

Le Monde

Philippe Askenazy et Pierre-Cyrille Hautcoeur.

Les Echos

François Bourguignon.

Libération

Bruno Amable, Pierre-Yves Geoffard, Thomas Piketty et Romain Rancière.

Voir : World Top Incomes Database : <http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes/>
 • Révolution Fiscale : www.revolution-fiscale.fr

LES MEMBRES FONDATEURS DE PSE-ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS



INVITÉ

Gary Fields : aux armes (intellectuelles) citoyens !

L'UN DE VOS SUJETS DE RECHERCHE EST LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ...

GARY FIELDS Oui, et plus précisément je travaille sur les problématiques à l'intersection de l'économie du développement et des questions liées à l'Emploi. J'étudie principalement, dans les pays en développement (en Asie, Afrique et Amérique Latine où je me rends souvent) la répartition des revenus et le marché du travail. Sur ce dernier thème, mon travail d'envergure le plus récent est un ouvrage intitulé *Working Hard, Working Poor : A Global Journey* qui paraîtra cette année chez Oxford University Press. Mes recherches sur la répartition des revenus se traduisent, elles, par un programme de longue haleine sur la pauvreté, la mobilité salariale et le bien-être économique. Lors de mon séjour à PSE l'été dernier, j'ai notamment travaillé de concert avec François Bourguignon sur un papier que nous finalisons prochainement.

Dans toutes ces recherches, le parti est pris de faire passer les agrégats macroéconomiques — ainsi le PIB par habitant — au second plan : il est primordial de penser en premier lieu aux plus démunis et à leurs (meilleures) conditions de vie, et aux facteurs pesant dans un sens ou dans l'autre sur leurs évolutions.

CES NOMBREUX PROJETS VOUS OCCUPENT DEPUIS DES ANNÉES : LES TROUVEZ-VOUS TOUJOURS AUSSI PASSIONNANTS ?

G.F. Mon implication et ma volonté ne fléchissent pas : depuis mon premier voyage au Kenya durant ma thèse doctorale jusqu'à ce jour, je reste à la fois inquiet et mobilisé devant les lourdes tâches et responsabilités que nous partageons tous. Certes, la pauvreté dans le monde a été réduite de moitié en une génération (i.e 30 ans), mais 3 milliards d'individus vivent aujourd'hui avec moins de 2,5 dollars par jour (en unité de parité de pouvoir d'achat). Je suis convaincu que les économistes, les premiers, doivent s'attaquer à cela en mettant encore plus qu'aujourd'hui leur savoir en action. Quand j'entends les discussions actuelles aux États-Unis sur la fiscalité, la dette, les déficits, etc. je déplore le peu de voix qui s'élèvent pour souligner les conditions actuelles des plus défavorisés, et les effets potentiels pour eux des décisions à venir ou à l'étude. Ces catégories semblent de fait absentes des débats, et leur avenir est par conséquent ignoré dans la majorité des recommandations et interventions publiques. Sur ce point, l'aspect normatif de mon travail consiste à déterminer les objectifs et effets hypothétiques

« Je suis convaincu que les économistes, les premiers, doivent s'attaquer à la pauvreté en mettant encore plus qu'aujourd'hui leur savoir en action »

des politiques mises en œuvre : j'essaie — tout comme d'autres économistes du développement — d'inciter les décideurs publics à fixer les conditions d'une minimisation de la pauvreté, ou d'une maximisation du taux d'emploi et des revenus, notamment pour les plus précaires. Le champ thématique incluant ces réflexions est « applied welfare economics » (l'économie appliquée du bien-être) : pour appréhender ce qu'est le bien-être, la notion de revenu global doit être complétée par l'analyse de sa répartition au sein de la société. Les méthodes analytiques macroéconomiques trouvent en effet leurs limites lorsque l'on travaille sur la pauvreté, les inégalités ou encore le chômage, c'est pourquoi nous sommes si nombreux à travailler actuellement à l'élaboration de nouveaux outils permettant d'appréhender au mieux ces sujets cruciaux.

EN COMPLÉMENT DE VOS TRAVAUX ACADÉMIQUES, VOUS TRAVAILLEZ SOUVENT AVEC DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES N'EST-CE PAS ?

G.F. Tout à fait : je suis régulièrement mis à contribution par la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement ou la Banque Asiatique du Développement mais également par les gouvernements américains, canadiens, britanniques et autres. Par ailleurs, le besoin en « experts » allant grandissant, nombre d'étudiants de Cornell University rejoignent ces grandes institutions après leur doctorat.

J'ai ce point commun avec certains économistes de PSE, et en premier lieu François Bourguignon que je connais depuis près de 25 ans : l'économie du développement est autant une science sociale qu'un champ économique au sens strict et il nous faut, pour faire entendre nos positions, développer les analyses et outils intégrant le plus de composantes humaines et qualitatives possibles. Je partage également la volonté de transmettre aux prochaines générations de chercheurs - qui ont encore beaucoup à faire - les connaissances et méthodes accumulées, et c'est à ce titre que les cours et formations occupent une place croissante dans mon agenda. En ce sens, être ici à Paris revêt une couleur particulière pour moi, Jourdan étant ma principale « maison » à l'étranger où j'ai passé plus de 2 ans et demi depuis les années 90 : j'y ai donné des cours et conférences à des étudiants... qui sont aujourd'hui devenus des professeurs à PSE ! Quel sentiment troublant et agréable à la fois ! ☺

Propos recueillis par E. Monnet & S. Riffé Stern



Gary Fields est titulaire de la Chaire John P. Windmuller en Economie Internationale et Comparée du Marché du travail, et est professeur d'économie à l'Université de Cornell (Ithaca, NY). Il a publié plus de 150 articles dont de nombreux dans les meilleures revues. Ses ouvrages ont été publiés par Cambridge, le MIT, Stanford, Springer et Oxford entre autres. Il s'est vu décerner à deux reprises le prix de la fondation General Mills pour ses qualités « d'enseignant exemplaire » en licence et master.

PARCOURS

Juan Carluccio : au cœur de la mondialisation

L'allure est décontractée, un sourire ponctue chaque phrase, mais le verbe est précis et les arguments portent juste. Le français, parfait, s'agrément de cette pointe de musique hispano-italienne qui dit l'Argentine natale. C'est de Buenos Aires, en effet, que nous vient Juan Carluccio, aujourd'hui économiste à la Banque de France et chercheur affilié à PSE, où il assure le cours « Commerce international » du Master ETE-Economie Théorique et Empirique. Après avoir étudié l'économie pendant cinq ans dans son pays, il entame en 2002 son parcours européen : Londres, puis Genève, et enfin Paris où, bénéficiaire d'une bourse Eiffel, il effectue son doctorat à PSE à partir de 2005, sous la direction de Thierry Verdier.

Soutenu en 2009, sa thèse *Essais sur le commerce international, les investissements à l'étranger et le développement économique* obtient une mention spéciale de l'AFSE. L'un de ses chapitres débouche sur un article dans la *Review of Economics and Statistics* (avec Thibault Fally), les deux autres sont en préparation pour des publications de même niveau (avec Thibault Fally et Maria Bas). Le travail de Juan Carluccio propose une contribution, à la fois théorique et empirique, à l'analyse du fonctionnement des multinationales et de leurs impacts sur le développement économique : qu'est-ce qui détermine leurs choix de localisation et leurs stratégies d'organisation ? Quels effets ont-elles sur le développement industriel et

sur les consommateurs des pays où elles s'implantent ? En quoi l'état des institutions financières et de la négociation salariale les incite-t-il à privilégier la sous-traitance ou, au contraire, l'ouverture de filiales ? A l'avenir, Juan Carluccio souhaite continuer à étudier les mécanismes du commerce international et les interactions entre les multinationales et les différentes institutions régulatrices de l'activité économique. En cette période où la mondialisation suscite des débats passionnés, nul doute que ses travaux fourniront des éléments précieux pour analyser de manière concrète les processus qui sont à l'œuvre. ☺

Propos recueillis par Ilf Bencheikh



Chercheur à la Banque de France, affilié à PSE

DÉBAT

Agriculture dans les pays défavorisés : quelles évaluations pour quelles solutions ?

Karen Macours

Professeur associé à PSE et au J-PAL Europe

Les résultats positifs sur des changements de comportements identifiés lors de certaines expérimentations peuvent nous éclairer sur la possibilité d'obtenir des résultats durables

En matière de lutte mondiale contre la pauvreté, le débat public est souvent marqué par un scepticisme latent sur l'efficacité de l'aide au développement. Pourtant, au cours de la dernière décennie, de très nombreuses évaluations d'impact, à la rigueur scientifique indiscutable, permettent d'opposer à ces doutes une palette d'interventions dont l'efficacité est avérée. Ces évaluations portent de façon croissante sur des projets agricoles et il convient de s'interroger sur l'impact bénéfique à long terme des résultats positifs relevés dans ces expérimentations ponctuelles.

Prenons l'une des questions récurrentes en économie du développement : pourquoi les agriculteurs des pays en développement n'adoptent-ils pas à l'unisson les techniques existantes, à l'efficacité établie ? Et tout aussi important : pourquoi nombre d'entre eux abandonnent-ils certaines techniques et technologies utilisées jusque-là ? On le voit : comprendre l'effet d'un projet ponctuel visant à faire adopter de nouveaux produits et outils ne suffit pas — il faut en mesurer et analyser les effets à long terme. De la même manière, on peut s'interroger sur les effets durables ex post des engrais et des aides financières associées qui ont sur le moment, il est vrai, un effet positif sur la productivité. Ces questions de durabilité sont rendues d'autant plus complexes par les risques spécifiques au domaine agricole (appauvrissement des sols, développement de résistances aux pesticides, etc...). Tout cela appelle à explorer de nouvelles pistes. En premier lieu, il faudrait compléter l'analyse des effets ponctuels statiques par la compréhension des dynamiques induites sur les moyen et long termes. Ensuite, il semble possible d'identifier, parmi les changements d'habitudes et de comportements perçus durant certaines expérimentations, ceux relevant potentiellement d'évolutions durables — c'est-à-dire survivant à l'arrêt du programme. Enfin, en étant plus ambitieux, il serait souhaitable d'évaluer les effets à long terme de programmes conçus comme pouvant spécifiquement entraîner des changements comportementaux durables. On pense ici à l'intégration de messages de sensibilisation ou d'interventions favorisant de plus grandes aspirations ou des projections dans l'avenir à plus long terme. Des résultats issus d'études réalisées au Nicaragua plaident en ce sens : les « nouveaux » comportements persistent bien au-delà du programme au cours duquel ils se sont affirmés¹. Ces pistes sur de nouvelles modalités d'évaluation peuvent aider à mieux appréhender le caractère continu et durable des effets produits lors d'interventions ou d'expérimentations, et contribuer ainsi au débat sur l'efficacité réelle des aides socio-humanitaires. 📌

Luc Behaghel

Professeur associé à PSE et au J-PAL Europe

Des expérimentations ponctuelles peuvent conduire à des solutions durables

L'objectif fait consensus : l'agriculture en Afrique subsaharienne doit passer à une croissance intensive fondée sur de nouvelles pratiques agricoles et l'adoption de technologies adaptées. Pour autant, le diagnostic est moins évident lorsqu'on adopte le point de vue du (petit) producteur africain : des technologies performantes d'un point de vue agronomique ne sont pas nécessairement profitables (par exemple, en raison de l'accès coûteux aux intrants), sont trop risquées, ou requièrent des investissements hors de portée. Il se peut aussi que le producteur évalue mal les gains potentiels de l'adoption, ou ne soit pas assez auto-discipliné pour investir. L'initiative sur l'adoption des technologies agricoles (ATAI)

lancée conjointement par J-PAL et par l'université de Berkeley vise à évaluer le poids de ces obstacles, pour des technologies et des contextes donnés. La méthode consiste, sur le modèle des tests médicaux, à fournir le remède (ou la combinaison de remèdes) supposé à un groupe test, et à vérifier si l'adoption de nouvelles technologies est alors supérieure à celle d'un groupe témoin issu par tirage au sort de la même population. Les hypothèses et les remèdes sont ainsi testés successivement ou conjointement, jusqu'à comprendre les raisons de non adoption.

Cette démarche expérimentale s'est fortement diffusée depuis une décennie en économie du développement et a apporté des résultats incontestables

dans le domaine de la santé ou de l'éducation. L'appliquer à l'agriculture est certainement prometteur. Mais la méthode a été critiquée sur son ambition de rigueur comme sur sa portée : les difficultés de mise en œuvre pratique des expérimentations ne remettent-elles pas en cause leur ambition de rigueur ? Et que vaut l'évaluation d'un programme sur mille paysans pour comprendre les effets d'une politique nationale ?

La prise en compte du long terme est une déclinaison de ce débat. Assurément, l'adoption de technologies agricoles s'inscrit dans le long terme, et le propre du succès de certains programmes est... d'être sans lendemain. Ashraf, Giné et Karlan (2009) en donnent une illustration : le programme de soutien au développement de l'horticulture au Kenya dont ils montrent les effets positifs s'effondre l'année suivante pour une raison inattendue — de nouvelles normes édictées par l'Union Européenne. L'approche expérimentale doit relever ce défi du long terme. On y retrouve l'enjeu de la rigueur : suivre sur longue période les effets d'une intervention suppose des dispositifs d'enquête irréprochables. On y retrouve aussi l'enjeu de la portée : si l'environnement change dans le temps comme il change dans l'espace, il s'agit d'identifier des mécanismes et des comportements suffisamment fondamentaux pour conduire à des conclusions durables. Cet enjeu a été bien compris, et les travaux récents s'attachent à analyser des éléments aussi fondamentaux que l'aversion pour le risque ou les préférences temporelles des paysans pauvres, ou encore les situations d'asymétrie d'information sur les marchés. On est loin de la simple évaluation d'un programme ponctuel : l'objectif est bien, petit pas après petit pas, de faire des progrès durables. 📌



Références 1. See Macours and Vakis Changing Households' Investments and Aspirations through Social Interactions, Macours, Schady and Vakis Cash Transfers, Behavioral Changes, and Cognitive Development in Early Childhood and Macours, Premand and Vakis Transfers and Household Risk Strategies



Le LEEP, Laboratoire d'Économie Expérimentale Parisien

La pratique de l'économie expérimentale a connu une très forte croissance au niveau international. PSE-Ecole d'économie de Paris s'est bien insérée dans ce mouvement général en développant un programme de recherche spécifique et en s'équipant d'installations performantes : **en 2007, le LEEP (Laboratoire d'Économie Expérimentale Parisien) a ainsi vu le jour grâce au soutien de la fondation.**

Situé à la maison des sciences économiques (Paris XIII^e), le LEEP permet de réaliser des expériences de laboratoire selon les standards en vigueur. Concrètement, il s'agit d'une salle permettant de faire interagir des personnes au moyen d'un réseau informatique. Les sujets

sont alors placés en situation de décision. Chacune des décisions a des conséquences réelles puisque les sujets sont indemnisés à la fin de l'expérience en fonction des choix effectués. Il s'agit donc de véritables personnes, prenant des décisions ayant un véritable enjeu. Maxim Frolov, doctorant et chargé de cours à PSE, joue un rôle clé dans ce dispositif, sa mission étant la programmation et la gestion des expériences. **Mais de quel volume d'expériences parle-t-on ?** Les chiffres parlent d'eux-mêmes : pour la seule année 2010 près d'une vingtaine de projet différents ont été menées au sein du LEEP impliquant directement près de 35 chercheurs de PSE-École d'économie de Paris. Avec plus de 2 000 sujets accueillis dans notre laboratoire, nous réalisons plus de deux expé-

riences par semaine en moyenne, ce qui nous place en volume au premier rang français et à un niveau comparable aux grands centres européens.

Cette robuste santé est une bonne nouvelle en soi mais également un gage de longévité. Il est en effet important qu'un volume suffisant d'expériences ait lieu pour fidéliser les sujets. De même, occuper à plein temps un programmeur est le meilleur moyen de disposer des savoirs les plus récents. **Tout cela vient entretenir un cercle vertueux** où un plus grand nombre d'expériences permet de rendre l'accès à l'économie expérimentale simple et aisé pour les chercheurs qui souhaiteraient inclure ces techniques parmi leurs outils de recherche.

Visibilité internationale. Depuis 2006, le séminaire « économie et psychologie » offre un espace de discussion pour les travaux récents de nos collègues français et étrangers. Alternant entre le campus Jourdan et la Maison des sciences économiques, ce séminaire est hebdomadaire et totalise plus d'une centaine de sessions depuis sa création ! Par ailleurs, un flux croissant de publications orientées vers les meilleures revues internationales vient attester de cette montée en puissance. On peut citer les revues spécialisées (*Experimental Economics*, *Journal of Economic Psychology*, *Journal of Economic Behavior and Organization*), mais également les meilleures revues généralistes comme *Econometrica* ou *Management Science*.  **Guillaume Hollar**

PARTENAIRE La Chaire MEDDTL

Depuis 2007, le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, à l'initiative de Dominique Bureau, développe une Chaire de recherche éponyme au sein de PSE-École d'économie de Paris. Sous la responsabilité scientifique de Miren Lafourcade, ce partenariat est destiné à promouvoir et faciliter la collaboration scientifique entre les deux institutions sur des champs thématiques identifiés comme prioritaires, ainsi que l'appropriation par les agents du ministère de références scientifiques incontournables dans ces domaines. Plus précisément, cinq champs ont été identifiés : Économie géographique, urbaine et internationale, Économie de l'environnement, Évaluation des politiques publiques, Économie du risque et de l'assurance et Organisation et réglementation des marchés.

Chaque année, plusieurs ateliers de recherche et/ou de formation sont organisés dans le cadre de cette Chaire. Ces rendez-vous sont destinés tant aux agents du ministère qu'à des personnes extérieures (enseignants-chercheurs, urbanistes, associatifs,



journalistes...); ils durent de une à plusieurs demi-journées et voient se succéder jusqu'à une dizaine d'intervenants.

Quatre cours et quatre séminaires de recherche proposés habituellement aux étudiants et économistes de PSE sont ouverts en continu aux agents du ministère. À l'inverse, le MEDDTL se propose régulièrement d'accueillir en stage des étudiants issus des masters APE, ETE ou PPD.

Depuis fin 2007, la Chaire MEDDTL a également permis d'inviter en France huit enseignants-chercheurs étrangers de renommée internationale, incontournables dans leur domaine de recherche respectifs : Ujjayant Chakravorty (University of Alberta), Yves Zenou (Stockholm University), Gilles Duranton (University of Toronto), Matthew Turner (University of Toronto), Lucas Bretschger (Center of Economics Research - ETH Zurich), William Strange (Rotman School of Management), Henry Overman (London School of Economics) et Cess Whitagen (Tilburg University). Ils ont tous participé à un ou plusieurs de ces séminaires tout en approfondissant leurs recherches via la rédaction ou co-rédaction d'articles.

Ainsi, leur passage à Paris a permis de compléter l'expertise des économistes de PSE : une large gamme d'articles scientifiques a pu être valorisée dans le cadre du partenariat entre le Ministère et la Fondation, articles publiés depuis dans les meilleures revues internationales.

Enfin, et ceci est une composante centrale de cette Chaire, les enseignants-chercheurs de PSE-Ecole d'économie de Paris se voient ouvrir la possibilité d'accéder de façon privilégiée, sous certaines conditions (confidentialité, limitation dans le temps...) aux données du MEDDTL.

Ces différents volets illustrent la concrétisation quotidienne d'un partenariat institutionnel qui, à l'image des problématiques étudiées, s'inscrit dans une durée exemplaire !

 **Miren Lafourcade & Sylvain Riffé Stern**

Vous êtes enseignant-chercheur ou doctorant et les thématiques de cette Chaire vous intéressent ?

Contactez directement Miren Lafourcade (lafourcade@pse.ens.fr), vous étudierez alors ensemble les formes de collaborations envisageables, des recherches ciblées à l'acquisition de données en passant par le financement de projets post-doctoraux ou doctoraux.